

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
Cedex 02  
30907 Nîmes

Nîmes, le 10/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SARL Etablissements JOUVERT**

La Thuillère Mercoirol  
30110 Laval-Pradel

Références : -  
Code AIOT : 0006605341

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/11/2025 dans l'établissement SARL Etablissements JOUVERT implanté lieu-dit Cadacut 30110 Laval-Pradel. L'inspection a été annoncée le 04/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle qui fixe à une visite par an pour le centre d'enfouissement.

Cette inspection a permis de réaliser l'action régionale sur le captage du biogaz.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARL Etablissements JOUVERT

- lieu-dit Cadacut 30110 Laval-Pradel
- Code AIOT : 0006605341
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Par arrêté préfectoral n° 2012-61 du 8 octobre 2012, la SARL Etablissements JOUVERT a été autorisée à exploiter une installation de tri et de stockage de déchets non dangereux sur la commune de LAVAL-PRADEL, lieu-dit "Cadacut".

Selon l'article 1.2.1 de l'arrêté, l'autorisation porte sur :

- un casier de stockage de déchets non dangereux ultimes issus des industries, commerces et déchetteries pour une capacité de déchets entrants annuelle moyenne de 20 000 t/an et une capacité maximum annuelle de 30 000 t/an. La durée de vie de ce casier est de 30 ans pour une capacité maximale de stockage de 900 000 tonnes, ou 1 000 000 m<sup>3</sup> pour une densité en place après compactage de 0,9 t/m<sup>3</sup>. La cote maximale du casier sera égale à 458 mNGF. Certains déchets en mélange pourront être triés au niveau d'une plate-forme réservée à cet effet (plate-forme de tri d'appoint des déchets industriels banals d'une capacité maximale de 5 000 t/an).
- un casier de stockage de déchets de plâtre, réalisé à part au Nord du site, pour une capacité de déchets entrants annuelle moyenne de 635 t/an à 950 t/an ou 635 m<sup>3</sup>/an pour une densité en place prise entre 1 et 1,5 t/m<sup>3</sup>. La durée de vie de ce casier est de 30 ans pour une capacité maximale de stockage de 19 000 m<sup>3</sup>.
- un casier de stockage de déchets d'amiante lié, réalisé à part au Nord du site, pour une capacité de déchets entrants annuelle moyenne de 350 t/an à 520 t/an ou 350 m<sup>3</sup>/an pour une densité en place prise entre 1 et 1,5 t/m<sup>3</sup>. La durée de vie de ce casier est de 30 ans pour une capacité maximale de stockage de 10 500 m<sup>3</sup>.
- un casier de stockage de déchets inertes situé au Nord du site, à côté des casiers de plâtre et d'amiante lié, d'une capacité maximale de stockage de 15 500 m<sup>3</sup> et d'une durée de vie de 30 ans. La capacité de stockage annuelle sera en moyenne de 830 t/an ou 520 m<sup>3</sup>/an pour une densité en place prise égale à 1,6 t/m<sup>3</sup>.

Les 3 derniers casiers précités ne sont pas réalisés.

La plateforme de tri est réalisée au sommet de l'alvéole 1 de stockage, au sud du site. Sur les plans du DDAE, cette plateforme devait être réalisée au nord du site. Un dossier de porter à connaissance a été déposé en vue de régulariser la localisation de la plateforme de tri.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- AR - 6
- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Exigences relatives à la collecte et au traitement des lixiviats, ...	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11 > II.	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43	Sans objet
2	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis	Sans objet
3	Dispositif de détection incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16	Sans objet
4	Cartographie des émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-IV	Sans objet
5	Exigences relatives à la collecte et au traitement des lixiviats, ...	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11 > I.	Sans objet
7	CRITERES MINIMAUX APPLICABLES AUX REJETS D'EAUX DE RESSUYAGE ET DE...	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article II	Sans objet
8	Données relatives aux rejets	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article III > 1.	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est constaté que les bassins de stockage de lixiviats ne sont pas entourés par une clôture, qu'il n'y a pas d'échelle ni de signalisation du danger.

Une cartographie des émissions diffuses de biogaz a été commandée suite à l'inspection.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Traçabilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national
<b>Prescription contrôlée :</b>  II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :

<p>1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</p> <p>2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p> <p>A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent. Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense. La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente l'impression d'écran de ses transmissions au RNDTS.  La dernière transmission au RNDTS a été faite le 10/11/2025.  Le registre complet est ajouté depuis le 1er janvier 2025 à chaque transmission.  La mise en conformité depuis le 1er janvier 2022 a été faite en 2024.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Plan de défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense incendie comprenant au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la procédure relative à la conduite à tenir en cas d'incendie sur l'installation ;</li> <li>les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;</li> <li>l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en</li> </ul>

<p>périodes ouvrées ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;</li> <li>• les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;</li> <li>• le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;</li> <li>• le plan de situation des réseaux de collecte, des bassins de rétention, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;</li> <li>• les plans des casiers en cours d'exploitation et des lieux d'entreposage de déchets, avec une description des dangers et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;</li> <li>• la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li> <li>• les comptes rendus des exercices de défense contre les incendies.</li> </ul> <p>II. Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p> <p>III. En cas d'incendie, l'exploitant met en œuvre les actions prévues par le plan de défense incendie.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, il est constaté que le PDI n'a pas été mis à jour depuis sa création, notamment avec les exercices incendie du 18/12/2024 ( vérification de la cellule incendie sur un chantier extérieur) et du 10/02/2025 (simulation départ incendie sur compacteur)</p> <p>Le PDI doit être mis à jour en conséquence.</p> <p>Par mail du 17 novembre 2025, l'exploitant a transmis le PDI mis à jour.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Dispositif de détection incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositif de détection incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>VI. La zone en cours d'exploitation et les autres zones désignées dans le plan de défense contre les incendies défini à l'article 33 bis sont équipées d'un dispositif de détection des départs d'incendies, opérationnel de manière permanente, correctement installé, entretenu et régulièrement testé.</p> <p>Ce dispositif est associé à une alarme à destination du personnel présent sur le site. Lorsqu'aucun personnel n'est présent sur le site, l'alarme est transmise à des personnes internes ou externes désignées par l'exploitant et formées en vue de déclencher les opérations nécessaires. Lorsqu'une</p>

<p>présence permanente est assurée sur le site, des rondes régulières sont réalisées par du personnel formé aux abords des casiers en exploitation et des zones d'entreposage de déchets lors des périodes d'inactivité.</p> <p>Dans tous les cas une ronde est organisée au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel.</p> <p>Les modalités d'application du présent VI sont précisées dans le plan de défense incendie de l'exploitant</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La caméra thermique de détection a été mise en place et a été contrôlée le 5 novembre 2025 (la facture de la SARL Confort et Sécurité du 13 novembre est présentée)</p> <p>Il est constaté le fonctionnement sur les écrans de contrôle.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Cartographie des émissions diffuses

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-IV</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cartographie des émissions diffuses</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>IV. Au plus tard deux ans après la première réception de déchets biodégradables, l'exploitant de toute installation recevant des déchets biodégradables réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place.</p> <p>Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à 6 mois.</p> <p>L'efficacité de ces actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle réalisé selon la même méthode au plus tard deux ans après la mesure précédente.</p> <p>L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation.</p> <p>Dans le cas où la cartographie des émissions diffuses de méthane ne révèle pas de défaut d'efficacité du système de collecte du biogaz, elle est renouvelée tous les cinq ans jusqu'à la fin de la période de post-exploitation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation n'est autorisée à recevoir que des déchets d'activité économique (DAE). Il y a donc très peu de déchets biodégradables du fait de la typologie des déchets. L'exploitant estime à moins de 5% de déchets biodégradable sur 10 000 tonnes/an.</p> <p>Dans la cadre du dossier de réexamen IED, des prélèvements faits dans le massif montrent un gisement de méthane très faible et ponctuel. Ainsi, le captage et la valorisation du biogaz n'apparaît pas pertinente.</p> <p>Néanmoins, l'exploitant indique qu'il positionnera un puits de captage au moment de la fermeture définitive de l'alvéole afin de traiter la problématique odeur avec des charbons actifs (si besoin).</p> <p>Cependant, aucune cartographie n'a été réalisée comme le prévoit l'article 21-IV de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité à l'article 21-IV de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 et doit faire l'objet d'une action corrective.</p>

Cependant, suite à l'inspection, l'exploitant a transmis le 17 novembre 2025 un devis signé pour la réalisation d'une cartographie par l'entreprise Riquier Etudes Environnement qui sera réalisé prochainement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 :** Exigences relatives à la collecte et au traitement des lixiviats, ...

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11 > I.

**Thème(s) :** Risques chroniques, lixiviats

**Prescription contrôlée :**

L'installation est équipée d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats de manière à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines.

Le fond de chaque casier est équipé d'un réseau de collecte gravitaire des lixiviats vers un puisard disposé en point bas.

En cas d'impossibilité technique d'évacuation gravitaire, les lixiviats sont pompés puis rejetés dans le bassin de stockage de lixiviats. Dans ce cas, chaque système de collecte des lixiviats est équipé des dispositifs nécessaires au contrôle du bon fonctionnement des équipements de collecte et de pompage et de leur efficacité pendant la période d'exploitation et de suivi long terme.

Pour les casiers en sortie gravitaire, le collecteur alimentant le ou les bassins de stockage des lixiviats est muni d'une vanne d'obturation.

Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus de la géomembrane mentionnée à l'article 9, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé.

Le risque de pollution des sols en cas de rupture de tout élément du réseau de collecte des lixiviats implanté à l'extérieur des casiers est pris en compte selon des modalités définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

**Constats :**

L'évacuation dans la zone de stockage est réalisée de façon gravitaire du fait de la forme du casier (pente). Le système de pompage des lixiviats est constitué d'un puits en fond d'alvéole 2 (hors zone de remblaiement) muni d'une pompe permanente qui envoie les lixiviats vers les bassins. L'ancien puits de l'alvéole 1 n'a plus de pompe puisque gravitairement l'ensemble des lixiviats des fonds d'alvéole 1 et 2 vont vers ce puits n°2 qui est situé en point bas.

Le fond des deux alvéoles étant muni d'une couche de 50cm de drainant et ayant une pente constante sur toute la longueur, les lixiviats ne peuvent pas stagner en fond d'alvéole, ils vont naturellement vers le point bas pour être pompé. Cette pente en long est également couplée à une forte pente sur le profil en travers qui fait que l'eau ne peut pas stagner dans la largeur non plus.

En cas de besoin une pompe de secours est toujours disponible pour remplacer celle dans le puits si elle venait à être défaillante



Il n'y a pas de vanne puisque l'évacuation est faite par pompage. La hauteur de lixiviats est limitée à celle du système de drainage.

Le réseau de collecte est enterrée de façon à le protéger des agressions extérieur. C'est un PEHD sans raccord et renforcé. En cas d'éventuelle fuite, les écoulements seraient récupérés dans le réseau de collecte des eaux pluviales du site qui aboutissent dans un bassin étanche avec système d'obturation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Exigences relatives à la collecte et au traitement des lixiviats, ...**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11 > II.

**Thème(s) :** Risques chroniques, lixiviats

**Prescription contrôlée :**

La zone des bassins de stockage des lixiviats est équipée d'une clôture sur tout son périmètre.

L'exploitant positionne à proximité immédiate du bassin les dispositifs et équipements suivants :

- une bouée ;
- une échelle par bassin ;
- une signalisation rappelant les risques et les équipements de sécurité obligatoires.

**Constats :**

Le centre dispose de 2 bassins de 1 000 m<sup>3</sup>.

L'étude hydro-géotechnique réalisée par GINGER CEBPT du 2 septembre 2011 réalisée dans le cadre de la demande d'autorisation du centre montre que les volumes des bassins de lixiviats de 2 000 m<sup>3</sup> permettent de stocker 1 mois de précipitation sur une année de forte pluviométrie et plusieurs mois pour une année moyenne. Ils ont été réalisés avec une couche d'argile d'un mètre d'épaisseur sur le fond et les flancs avec un géotextile de protection et une géomembrane en PEHD de 1,5 mm d'épaisseur.

Il est constaté que le bassin de stockage de lixiviats n'est pas totalement entouré par une clôture.

Il est constaté la présence d'une bouée.

Un grillage fait office d'échelle et il n'y a pas de signalisation rappelant les risques.

Ces constats constituent une non conformité à l'article 11 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 et font l'objet d'une lettre de suite préfectorale avec une demande d'actions correctives sous 1 mois.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

- clôturer le bassin de stockage de lixiviats

- ajouter une signalisation rappelant les risques du bassin
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 7 : CRITERES MINIMAUX APPLICABLES AUX REJETS D'EAUX DE RESSUYAGE ET DE...**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, lixiviats
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Matières en suspension totale (MEST) &lt; 100 mg/l si flux journalier max. &lt; 15kg/j &lt; 35 mg/l au-delà</p> <p>Carbone organique total (COT) &lt; 70 mg/l</p> <p>Demande chimique en oxygène (DCO) &lt; 300 mg/l si flux journalier max &lt; 100 kg/j</p> <p>Demande biochimique en oxygène (DBO5) &lt; 100 mg/l si flux journalier max &lt; 30 kg/j. &lt; 30 mg/l au-delà</p> <p>Azote global Concentration moyenne mensuelle &lt; 30 mg/l si flux journalier max. &gt; 50 kg/j.</p> <p>Phosphore total Concentration moyenne mensuelle &lt; 10 mg/l si flux journalier max. &gt; 15 kg/j.</p> <p>Phénols &lt; 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j.</p> <p>Métaux totaux &lt; 15 mg/l.</p> <p>Dont :</p> <p>Cr6+ &lt; 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j.</p> <p>Cd &lt; 0,2 mg/l.</p> <p>Pb &lt; 0,5 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j.</p> <p>Hg &lt; 0,05 mg/l.</p> <p>As &lt; 0,1 mg/l.</p> <p>Fluor et composés (en F) &lt; 15 mg/l si le rejet dépasse 150 g/j.</p> <p>CN libres &lt; 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j.</p> <p>Hydrocarbures totaux &lt; 10 mg/l si le rejet dépasse 100 g/j.</p> <p>Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) &lt; 1 mg/l si le rejet dépasse 30 g/j.</p>

Nota. - Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

**Constats :**

Il n'y a pas de rejet dans le milieu car toute l'eau est réutilisée sur le site (centrale béton, centrale à enrobé).

Cependant, le Rapport SOLDER IDE ref : A6PLJ25-1 est présenté.

Les dernières analyses ont été faites le 19 juin 2025. Toutes les valeurs sont conformes sur cette dernière analyse.

En 2024, il y a eu des dépassements :

sur DCO : 1900 mg/l pour une VLE de 300 mg/l;

sur COT : 830 mg/l pour une VLE de 70 mg/l;

sur DBO 5 : 870 mg/l pour une VLE de 100 mg/l

sur l'Azote : 990 mg/l pour une VLE de 30 mg/l

sur l'Arsenic : 390 µg/l pour une VLE de 100 µg/l).

Ces dépassements au printemps 2024 sont dû à la concomitance d'une surface d'exposition importante (2 casiers ouverts en exploitation simultanément), à la mise en place de la barrière de sécurité active sur une grande surface de flanc de casier et à la survenue d'un violent orage. Depuis l'exploitant a changé sa façon d'exploiter et limite les surfaces exposées simultanément aux pluies.

Cette situation a engendré un afflux supplémentaire d'eau de pluie dans les lixiviats que l'installation de traitement n'a pas été en mesure de traiter totalement. L'exploitant a alors mis en place une unité de traitement mobile supplémentaire au charbon actif qui est toujours présente sur le site en cas de besoin. Aucun rejet non-conforme n'a été fait dans le milieu.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Données relatives aux rejets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article III > 1.

**Thème(s) :** Risques chroniques, lixiviats

**Prescription contrôlée :**

Le prélèvement d'échantillons et les mesures (volume et composition) des lixiviats doivent être réalisés séparément à chaque point où un lixiviat est rejeté du site.

Pour les lixiviats et les eaux, un échantillon représentatif de la composition moyenne est prélevé pour la surveillance.

La fréquence des prélèvements d'échantillons et des analyses est indiquée dans le tableau ci-dessous :

ANALYSES  
PHASE D'EXPLOITATION  
PÉRIODE DE SUIVI LONG TERME (3)

1. Volume de lixiviat  
Mensuellement (1) (3)  
Tous les six mois

2. Composition du lixiviat (2) : pH, DCO, DBO5, MES, COT, hydrocarbures totaux, chlorure, sulfate, ammonium, phosphore total, métaux totaux (Pb + Cu + Cr + Ni + Mn + Cd + Hg + Fe + As + Zn + Sn), N total, CN libres, conductivité et phénols.  
Trimestriellement (3)  
Tous les six mois

3. Volume et composition des eaux de ruissellement (4)  
Trimestriellement (3)  
Tous les six mois

4 Qualité du biogaz capté et pression atmosphérique : CH<sub>4</sub>, CO<sub>2</sub>, CO, O<sub>2</sub>, H<sub>2</sub>S, H<sub>2</sub>  
Mensuellement  
Tous les six mois (5)

5. Equipements de valorisation et de destruction du biogaz : temps de fonctionnement, débit de biogaz traité (mesuré simultanément avec la température, la pression et la teneur en O<sub>2</sub>)  
Mensuellement  
Tous les six mois (5)

(1) La fréquence des prélèvements pourra être adaptée en fonction de la morphologie de la décharge (tumulus, enterrée, etc.). Cela doit être précisé dans l'arrêté d'autorisation.  
(2) En fonction de la composition des déchets de sédiments stockés, des paramètres et substances supplémentaires peuvent être analysés. Ils doivent être précisés dans l'arrêté d'autorisation et refléter les caractéristiques des déchets de sédiments en matière de lixiviation.  
(3) Si l'évaluation des données indique que l'on obtient les mêmes résultats avec des intervalles plus longs, la fréquence peut être adaptée. Pour les lixiviats la conductivité doit toujours être mesurée au moins une fois par an.  
(4) En fonction des caractéristiques du site de stockage, le préfet peut décider que ces mesures ne sont pas requises ; la justification doit figurer dans le rapport établi par l'inspection des installations classées sur la demande d'autorisation.  
(5) L'efficacité du système d'extraction des gaz doit être vérifiée régulièrement.  
Les points 1 et 2 ne s'appliquent que dans les cas où les lixiviats sont recueillis.

**Constats :**

Il est constaté dans le rapport SOLDER IDE n°A6PLJ25-1 que les périodicités des prélèvements et des analyses sont respectées.

**Type de suites proposées :** Sans suite